

SANTIAGO (CHILI)

AB-2114
CII/AB-762
19 mars 2001
Original : espagnol

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR LE MEXIQUE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Francisco Gil Díaz

1. C'est pour moi un honneur de pouvoir participer à cette Session annuelle des Assemblées des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement. À l'instar de ceux qui ont pris la parole avant moi, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance au Gouvernement de la République du Chili pour l'accueil chaleureux qu'il nous a réservé et pour la magnifique organisation de cette rencontre. Je remercie en particulier les autorités et le peuple de Santiago de leurs attentions et de leur hospitalité qui nous ont permis de participer à ce qui sera, à n'en pas douter, un fructueux échange de vues sur l'avenir de notre Banque et de notre Société.
2. Aujourd'hui, le Gouvernement du Mexique doit faire face à la responsabilité historique de devoir consolider les changements politiques, économiques, sociaux et institutionnels que nous avons entrepris avec la ferme intention de parvenir à un développement intégré et à long terme au profit du peuple mexicain.
3. En 2000, l'économie mexicaine a dépassé les prévisions initiales en matière de croissance. Cette évolution favorable a bénéficié de l'influence favorable des facteurs tant internes qu'externes, qui ont contribué à donner une forte impulsion à la dynamique de production. C'est ainsi que le Produit intérieur brut a enregistré une croissance de 6,9 %, soit le taux le plus élevé de ces vingt dernières années.
4. L'expansion de l'activité productive de ces dernières années s'est accompagnée d'un recul progressif de l'inflation. Ainsi, après avoir atteint des niveaux de plus de 50 %

au milieu des années 90, en 2000, l'inflation est tombée en dessous de 10 %. De surcroît, ce qui est très important, les efforts consacrés à consolider des bases macro-économiques saines ont débouché sur une plus forte création d'emplois, un meilleur niveau de vie et de plus grandes chances de développement humain pour le peuple mexicain.

5. L'Administration du Président Fox s'est engagée à concentrer ses plus gros efforts sur le renforcement de ces acquis et sur l'établissement des bases d'une croissance durable, afin d'améliorer les possibilités de répondre au besoin urgent de réduire le retard social et la marginalisation qui existent encore dans notre pays.

6. La stratégie économique pour les années 2000-2006 a pour objet d'accroître la capacité potentielle de l'appareil de production pour permettre une croissance vigoureuse et soutenue, stimuler l'investissement, créer des emplois, favoriser le paiement de salaires réels plus élevés et faire reculer la pauvreté, le tout dans le cadre d'une politique de stabilité des prix. Cette stratégie repose sur :

- La réalisation d'excédents budgétaires ; pour ce faire, nous proposerons dans les prochains jours des mesures au Congrès pour la mise en place des « Nouvelles finances publiques » du Mexique.
- Le renforcement du système financier, pour lequel nous avons également lancé une réforme dans ce secteur ;
- Le renforcement de l'épargne intérieure.

7. La réalisation des objectifs mentionnés pourrait être difficile si la stratégie économique ne s'accompagne pas d'un processus de renforcement des réformes structurelles. S'il est vrai que le Mexique a fait des progrès sensibles en la matière, jetant ainsi les bases d'une croissance plus ferme, il n'en est pas moins vrai qu'une croissance soutenue et durable passe par la mise en œuvre de réformes supplémentaires propres à assurer le renforcement de ce changement structurel.

8. Cette nouvelle phase d'adaptation a pour principales composantes la réforme du budget et celle du secteur financier. Dans ce contexte, les réformes concernant l'infrastructure de base et les filets de protection sociale seront un complément indispensable à la dynamique économique projetée.

9. En ce qui concerne la réforme budgétaire dans son ensemble, il y a d'une part la possibilité d'accroître les revenus, de diversifier les sources de recouvrement, de maintenir la discipline dans les dépenses publiques et de promouvoir l'épargne privée. À cet égard, le gouvernement envisage la mise en œuvre d'une série de mesures destinées à accroître la base du recouvrement ; à promouvoir la confiance des contribuables par la lutte contre l'incivisme et l'évasion fiscale et la mise en place de procédures de dépenses publiques transparentes et de mécanismes clairs de divulgation d'information et de présentation de comptes. Il convient de souligner que les « Nouvelles finances

publiques » au Mexique ont pour but en définitive de protéger les plus pauvres, précisément par l'affectation de ressources à la satisfaction de leurs besoins.

10. Pour sa part, la réforme financière vise à relancer l'intermédiation financière sur des bases saines, en réduisant ses coûts, en favorisant le relèvement des niveaux de capitalisation et en augmentant l'efficacité du système de paiement et d'épargne.

11. En même temps qu'il cherchait à favoriser la discipline budgétaire, le gouvernement fédéral s'est engagé à porter à des niveaux record les ressources destinées à combattre les disparités sociales et la marginalisation, en mettant l'accent sur les ressources affectées à la santé, à l'éducation, à la nutrition et au développement rural.

12. C'est à la réalisation de ces objectifs que nous consacrons tous nos efforts.

13. Au fil des ans, le gouvernement mexicain et la BID ont entretenu un dialogue ouvert et franc, dont nous sommes convaincus qu'il continuera de porter ses fruits sous l'Administration du Président Fox.

14. La BID a apporté son appui au Mexique dans des domaines aussi divers que l'énergie, l'éducation, la santé, le logement, la réforme de l'État, l'infrastructure hydraulique, les projets agricoles et le développement scientifique et technologique. À l'avenir, nous concentrerons nos efforts sur le renforcement des programmes de modernisation de l'État et des municipalités, la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales et urbaines — en accordant une attention particulière aux communautés autochtones marginalisées — et les programmes de renforcement de la capacité institutionnelle des secteurs public et privé.

15. À cet égard, le Plan Puebla-Panama, initiative présentée récemment par le Président Fox, qui cherche à promouvoir le développement économique et social de neuf États du Sud-Est mexicain et l'intégration régionale de sept nations d'Amérique centrale avec notre pays, nous paraît particulièrement pertinent. On constate une volonté de la part de la BID et des gouvernements de la région d'appuyer ce programme et d'amorcer le dialogue en vue de sa conception, de son financement et de son exécution. L'expérience et les connaissances de la Banque seront essentielles à la réalisation des buts et objectifs de cette importante initiative.

16. Tout au long de son histoire, la BID a témoigné d'une aptitude inégalée à mobiliser des ressources financières et à dispenser une assistance et une formation techniques aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Je tiens à féliciter le Président Iglesias d'avoir permis à la Banque de devenir la source de financement multilatéral la plus importante de la région et la pierre angulaire de son développement.

17. Aujourd'hui, l'un des plus grands défis que doivent relever les institutions financières internationales tient à la nécessité de redoubler d'efficacité et d'efficience dans leur aptitude à répondre aux nouveaux besoins de leurs pays membres face au

contexte de la mondialisation. Je ne saurais trop insister sur la nécessité que ces institutions soutiennent avec la plus grande détermination des stratégies de prévention des crises. L'expérience du Mexique montre clairement que l'adoption de politiques macro-économiques prudentes est la meilleure solution. Néanmoins, face aux chocs extérieurs et au risque de contagion, l'appui des organismes financiers internationaux s'avère indispensable.

18. À cet égard, il importe que la BID adapte ses mécanismes de financement de manière à disposer d'instruments novateurs et souples qui permettent, d'une part, de réduire les vulnérabilités auxquelles nos pays se trouvent exposés, face à un contexte mondial plus interdépendant et, d'autre part, de préparer le terrain pour un développement intégré et global de la région, qui réponde en priorité aux besoins des secteurs les plus exposés de la société.

19. Par ailleurs, il importe aujourd'hui plus que jamais de réaffirmer la mission et l'engagement fondamentaux des banques multilatérales de développement de faire fonction de complément aux actions engagées sur le plan national pour combattre la pauvreté et créer les conditions d'un développement intégré et durable.

20. Les banques multilatérales de développement ont constaté une réorientation des besoins d'appui financier au secteur public de la plupart de leurs membres : aujourd'hui, la demande de crédits et de coopération technique pour des projets d'infrastructure matérielle a diminué au profit de la demande de ressources pour des programmes de développement social, de renforcement des institutions et d'ajustement structurel aux niveaux du gouvernement fédéral, des États et des municipalités.

21. Si nous voulons que la Banque fasse cas comme il convient de ces priorités du développement, il importe de donner plus de souplesse à ses politiques de prêt et de la doter de nouveaux produits financiers qui répondent plus efficacement aux besoins de crédits de nos pays.

22. Il est particulièrement important pour des pays comme le Mexique que la Banque continue d'œuvrer à l'élaboration de mécanismes propres à rendre leurs économies moins vulnérables aux chocs extérieurs. Je veux parler de nouveaux produits tels que les lignes de crédit conditionnelles, les instruments de couverture de change et les opérations pragmatiques actuellement à l'étude au sein de l'institution. Des efforts supplémentaires destinés à permettre aux pays de se prémunir contre les catastrophes naturelles seraient également utiles dans toute la région.

23. En outre, nous proposons que soient évaluées certaines restrictions qui limitent actuellement le portefeuille de prêts de la BID. Tel est le cas du plafond de 15 % sur les prêts à décaissement rapide, de la matrice de distribution des prêts entre les groupes de pays, de la matrice de contrepartie locale et du plafond de 5 % pour les projets du secteur privé.

24. Pour qu'elle puisse servir de complément adéquat au financement du secteur privé, nous encourageons la Société interaméricaine d'investissement à mener à bien son plan d'opération rendu possible par l'augmentation récente de son capital. Nous sommes convaincus que, dans les années à venir, la Société verra se renforcer son rôle de source de financement du secteur privé dans la région.

25. J'aimerais également souligner les efforts déployés par les pays membres de la Banque, notamment les pays relativement moins développés, pour obtenir les ressources dont ils ont besoin afin de remplir les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Ces ressources faciliteront l'allègement de la dette de divers pays, tant par le biais de la BID qu'à travers les organismes sous-régionaux. À cet égard, nous exhortons la Banque à continuer de participer à ce processus, car sa participation sera sans aucun doute un moyen important de continuer à canaliser un volume adéquat de ces ressources.

26. De même, je tiens à mentionner l'action menée par la Banque pour faciliter et promouvoir la coopération à la reconstruction des pays d'Amérique centrale frappés par diverses catastrophes naturelles.

27. De cette tribune, je tiens à exprimer une fois encore la solidarité du peuple et du gouvernement mexicains à la population d'El Salvador, récemment frappée par des tremblements de terre qui ont provoqué de lourdes pertes humaines et matérielles.

28. Les questions que j'ai évoquées dans mon intervention témoignent de l'intérêt que porte le Mexique à la stratégie actuelle et future de la Banque interaméricaine de développement en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes.

29. Pour la Banque, le défi est de deux ordres : sans abandonner l'aide concessionnelle qu'elle accorde aux pays les moins avancés de la région, il lui faut adapter ses instruments financiers et créer de nouveaux produits pour répondre en temps voulu et avec efficacité à la demande de crédits de ses autres pays membres.

30. Nous ne doutons pas que ces défis seront relevés par la Direction et le Conseil d'administration, lorsqu'ils s'emploieront à redéfinir la stratégie qui tracera la voie à suivre à l'avenir par la BID.

31. Le Mexique est tout à fait disposé à œuvrer pour une vision commune du développement interaméricain, et il voit dans la BID son meilleur allié pour l'élaboration de programmes novateurs et efficaces d'échanges de données d'expérience, de coopération technique et de financement propres à apporter un appui complémentaire à ses projets nationaux.

32. J'aimerais proposer que le Mexique accueille la prochaine session de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque et de la Société interaméricaine d'investissement. Nous serions très heureux de vous retrouver tous prochainement dans notre pays.

33. Les défis sont nombreux, mais grandes sont aussi les idées et la capacité de transformation d'une institution qui, depuis plus de quarante ans, sait appuyer les efforts de développement de nos pays. La route n'a pas été facile, et il reste encore un long chemin à parcourir. Néanmoins, nous sommes convaincus que sous l'autorité du Président Iglesias, la BID saura mener à bien les changements qu'exige la situation actuelle.